

La voix de l'opposition de gauche

Le 21 décembre 2017

CAUSERIE

- [Causerie au format pdf](#)

Le vœux d'Attali s'est réalisé : Jérusalem va devenir la capitale du monde...sauf pour les Palestiniens !

En 2016, Johnny Hallyday a touché 16 millions d'euros et sa fortune est évaluée à 100 millions d'euros, c'est, comment dire, franchement con d'avoir accumulé une telle fortune et de ne plus pouvoir en profiter! C'est à se demander ce qui l'a le plus angoissé, si c'est le fait de s'en séparer ou de mourir.

Ce ne sera pas mon cas, il ne me reste déjà plus rien du capital que m'a versé l'Agirc en guise de retraite complémentaire il y a deux mois à peine, j'ai versé 200.000 roupies au frère de Selvi pour qu'il puisse terminer sa maison, il me rendra cet argent à son rythme, quand il le pourra... Du coup mon compte courant se retrouve au même niveau qu'il y a 6 mois (100.000 roupies, soit 1.400 euros environ), puisqu'entre temps j'ai prêté de l'argent à d'autres Indiens ou membres de la famille de ma compagne Selvi qui en avaient plus besoin que moi, urgent.

A quoi cela sert-il de thésauriser quand on est vieux, c'est indigne, vaut mieux en faire profiter les plus pauvres ou son entourage. Dans mon cas, je dois penser à régler mes soins ou ceux de ma compagne en cas de maladie ou d'accident, mais bon, dans des proportions limitées. Malheur à ceux qui sur leurs vieux jours ont accumulé des dizaines ou des centaines d'euros au lieu de le distribuer à ceux qui en avaient besoin, de toute manière, c'est incompatible avec mon idéal, donc je préfère partir avec plutôt qu'avec du fric !

Ils osent tout. Quelle étrange coïncidence ! On se disait qu'on lui avait soufflé.

- Emmanuel Macron a lancé officiellement la grande cause nationale consacrée à l'égalité entre les femmes et les hommes par un discours prononcé à l'Élysée, samedi 25 novembre. Le Monde 25.11.2017

- Jens Stoltenberg et Angelina Jolie appellent à une intervention de l'OTAN pour promouvoir «l'égalité des sexes» - Par Julie Hyland Mondialisation.ca, 19 décembre 2017

Le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg et l'actrice Angelina Jolie ont joint leurs forces pour présenter l'alliance militaire menée par les États-Unis comme un modèle progressiste dans les politiques de genre et comme un «protecteur de premier plan» des droits des femmes.

Leur article paru dans le Guardian la semaine dernière, «Pourquoi l'OTAN doit défendre les droits des femmes», est présenté comme une mission commune visant à garantir la «promesse fondamentale de la Charte des Nations unies pour l'égalité des droits et la dignité des femmes». (...)

Affirmant que l'OTAN fut fondée pour protéger la «liberté de ses peuples», les auteurs déclarent que, pendant 70 ans, le bloc dirigé par les États-Unis s'est tenu debout pour «la défense de la

démocratie, de la liberté individuelle, de l'État de droit et de la Charte des Nations unies». wsws.org 19 décembre 2017

Il s'agit donc bien d'une campagne mondiale orchestrée au plus haut niveau de l'oligarchie, à laquelle participent les crétins ou corrompus de la pseudo-gauche et extrême gauche.

Ne devrait-on pas lancer une campagne pour l'égalité entre les hommes ? Pour que tous les hommes disposent du même revenu puisqu'un éboueur est aussi utile à la société qu'un architecte et bien davantage qu'un banquier qui n'est qu'un parasite. Ne devrait-on pas lancer une campagne pour l'égalité entre les femmes puisqu'une femme de ménage est aussi utile qu'une ingénieure ? Je plaisante. Mais... Moi aussi j'ai de la suite dans les idées.

Pourquoi les féministes n'y ont-elles pas pensé ? Parce que leur combat ne consiste pas à faire en sorte que la femme de ménage accède au même niveau de vie confortable qu'une ingénieure, mais que le traitement d'une ingénieure soit aligné sur celui d'un ingénieur, ou mieux qu'elle pique sa place, au détriment des autres couches inférieures de travailleurs, mais cela aussi elles s'en foutent éperdument.

Parole d'internaute

- "*Partout en Europe, les fédéralistes européens appellent à la création des « Etats-Unis d'Europe ».*

Cette Europe fédérale, si elle voyait le jour, serait anti-sociale, anti-populaire, anti-démocratique.

Cette Europe fédérale serait le triomphe de la nouvelle aristocratie."

Et l'enterrement de la civilisation humaine, du socialisme...

Sionisme d'extrême droite. Le Mossad menace de mort ceux qui brûleraient un drapeau israélien.

Un haut fonctionnaire des services de renseignement israéliens menace des citoyens européens de mort par Luc Delval (avec Inna Michaeli) — 20 décembre 2017

Aux yeux des Services de renseignement israéliens, il ne suffit plus que les citoyens israéliens opposés à la politique colonialiste du gouvernement vivent dans la peur d'être persécutés pour leurs opinions, ils veulent maintenant étendre la menace aux citoyens du monde entier. Ainsi, il semble que nous ayons atteint un point où un représentant d'un organisme gouvernemental israélien peut menacer les citoyens d'un pays étranger qui exercent leur droit démocratique de protester.

Après qu'un drapeau israélien ait été brûlé lors d'une manifestation à Berlin, le responsable des relations internationales du ministère israélien des services de renseignement a déclaré sur Facebook que les activistes pro-palestiniens allemands doivent désormais «vivre dans la peur».

Le 15 décembre, le Major Arye Sharuz Shalicar 1 a publié un article sur sa page Facebook personnelle, dans lequel il a partagé un reportage du journal allemand Die Welt sur les forces de sécurité israéliennes, qui ont utilisé des tirs à balles réelles pour réprimer une manifestation à la périphérie de Ramallah.

Les manifestations en Palestine, contre la décision de Trump de déplacer l'ambassade américaine à Jérusalem, ont aussi provoqué des manifestations de protestation à travers le monde, y compris en Allemagne.

Et le fonctionnaire israélien souhaitait faire passer un message aux protestataires :

PARTAGEZ S'IL VOUS PLAÎT! Le message de cet article est destiné à tous ceux qui, en Allemagne, pensent pouvoir brûler impunément une étoile de David en public. Nous savons qui vous êtes, et où vous êtes, et comment vous amener à la justice. Nous décidons où et quand. Vivez dans la peur !

Ces derniers jours, les médias allemands ont été inondés de rapports et d'analyses sur l'incendie d'un drapeau israélien lors d'une manifestation à Berlin. En réponse, les politiciens des partis centristes, ainsi que le Conseil central des Juifs en Allemagne, ont appelé à sanctionner pénalement le fait de brûler un drapeau, et en particulier un drapeau israélien.

Les articles de presse sont pleins de distorsions, qui présentent les manifestations contre l'occupation israélienne – et dans ce cas contre les provocations de Trump à propos de Jérusalem – comme des manifestations d'antisémitisme. La boucle est ainsi bouclée : les sionistes s'approprient la communauté juive et ses symboles, les mettent au service de l'occupation, et s'en servent pour dépeindre les protestations pro-palestinienne comme antisémites.

Or le drapeau bleu et blanc frappé de l'étoile de David n'est pas seulement un symbole juif, c'est avant tout un drapeau national qui est devenu un symbole d'occupation et d'oppression du peuple palestinien. Pourquoi des gens devraient-ils s'abstenir de brûler un symbole de leur propre oppression ? Le fait qu'Israël se refuse à faire la distinction entre symboles religieux, ethniques et ceux de l'État ne doit pas porter atteinte à la liberté de qui que ce soit, en particulier à l'étranger.

Critiqué notamment sur les réseaux sociaux pour avoir ainsi proféré des menaces non voilées – la présence dans cette publication sur Facebook d'une photo d'un policier israélien travesti en Palestinien 2 et brandissant une arme de poing n'ayant évidemment rien d'innocent – afin de réprimer la liberté d'expression de citoyens européens, le fonctionnaire des services de renseignement israélien s'est défendu comme il a pu, à la manière des authentiques antisémites qui ne manquent jamais d'assurer qu'ils ont "d'excellents amis juifs" (qu'ils seront le cas échéant ravis de voir partir s'établir en Israël, loin d'eux) :

«Ceci est ma page privée. Je suis né et j'ai grandi en Allemagne et j'ai fait face à des centaines d'attaques antisémites de la part de jeunes musulmans. Il est inconcevable qu'ils menacent les Juifs et brûlent les symboles juifs / israéliens. Cela me blesse personnellement et je ne suis plus disposé à le tolérer. Je dois aussi ajouter que j'ai eu et continue d'avoir des amis musulmans en Allemagne qui en ont aussi assez, car le comportement violent de quelques milliers donne à l'Allemand moyen le sentiment que toute personne d'origine moyen-orientale / arabe / musulmane est un radical, ce qui est entièrement faux, et cela ne fait que renforcer la droite radicale.»

Bref, le brave fonctionnaire des services de renseignement israélien n'est qu'un démocrate incompris. Mais il vous invite quand même à vivre dans la peur, et il garde une arme à portée de la main...

1.] Bien que sa page Facebook l'identifie comme un «ancien» porte-parole, Shalicar fournit toujours une adresse électronique officielle de l'armée israélienne comme contact : shalicar@idf.gov.il. On peut en déduire qu'il n'est pas aussi en retrait du service qu'il le prétend.

2.] Il s'agit des tristement célèbres mistaravim, des policiers ou militaires israéliens déguisés qui s'infiltrèrent dans les manifestations de Palestiniens dans les territoires occupés, et ensuite participent à l'enlèvement ou à l'assassinat de militants. Ils ont déployé leurs talents de tueurs à gage jusqu'à l'intérieur des hôpitaux, où ils se sont occasionnellement introduits pour exécuter des blessés.

Source:<http://www.pourlapalestine.be/quand-un-haut-fonctionnaire-des-services-de-renseignement-israeliens-menace-des-citoyens-europeens-de-mort/>

En famille. Bienvenue chez les damnés de la terre.

- Pour The Economist, la France de Macron est le "pays de l'année 2017" - L'Express.fr

Sous le charme de l'action du président de la République, l'hebdomadaire libéral juge que Macron a mis fin à la France "irréformable". L'Express.fr 21.12

Bienvenue chez les aristocrates.

- 350 000 euros pour un vol Tokyo-Paris : Édouard Philippe « assume complètement » - Franceinfo

Lors de son retour de Nouvelle-Calédonie au début du mois, le Premier ministre et sa délégation ont eu recours à un avion privé. L'avion d'Etat était jugé trop inconfortable.

Édouard Philippe a profité de son intervention pour reconnaître qu'il était « parfaitement conscient » que les sommes du Premier ministre ou du président « sont toujours impressionnantes. » Il a néanmoins voulu les justifier : « Quand je suis arrivé devant les studios de RTL, je suis arrivé avec quatre véhicules, avec des motards, avec plus de 15 personnes, avec un médecin qui me suit en permanence et un transmetteur de l'armée qui me suit en permanence parce que c'est le régime qui est donné au Premier ministre. Et ça coûte redoutablement cher ». Franceinfo 21.12

Il est légitime d'exiger une augmentation de salaire de 40%.

- Le gouvernement fait adopter par les députés l'augmentation de 40% des maires des grandes villes - Publicsenat.fr

Dans la nuit de vendredi à samedi dernier, et en toute fin d'examen du budget, Gérald Darmanin a repris à son compte un amendement du Sénat donnant la faculté d'augmenter de 40 % le salaire des maires de grandes villes ou des présidents de départements ou de régions. Publicsenat.fr 21.12

Inquisition et épuration.

- Affaire Diallo : le Conseil du numérique perd la tête - liberation.fr

Combien de membres va-t-il rester au Conseil national du numérique (CNNum) remanié la semaine dernière ? Sa présidente, Marie Ekeland, aura tenu une semaine avant d'annoncer mardi sa démission, suivie dans la foulée de celle d'au moins 20 nouvelles têtes de l'instance (sur 30). La raison : un désaccord avec le secrétariat d'Etat au Numérique, Mounir Mahjoubi, sur la composition de l'organe consultatif, chargé d'orienter les politiques de l'exécutif sur le numérique. Ekeland explique son départ par la polémique née la semaine dernière après la nomination de l'essayiste et militante antiraciste Rokhaya Diallo au CNNum et la demande du secrétaire d'Etat de remanier sa composition.

«La forme actuelle de nomination et de fonctionnement du CNNum porte à confusion et ne peut pas garantir son indépendance», regrette Ekeland dans son texte. «J'ai été choquée par les caricatures auxquelles Rokhaya Diallo et Axiom [rapporteur dont la nomination avait été aussi contestée, ndlr] ont été réduits : elles n'ont rien à voir avec ce qu'ils sont vraiment», estime-t-elle, dénonçant «un emballement médiatique et politique violent. Les réactions qui ont suivi cette nomination me font mesurer à quel point mon pari était osé et innovant. A quel point, dans notre

pays, nous ne voulons pas entendre des voix dissonantes. A quel point nous ne savons plus débattre sereinement de nos divergences de vue. [...] Cela me peine de voir notre pays aussi loin des valeurs démocratiques qui sont les miennes», écrit-elle. Mahjoubi, ex-président jusqu'à début 2017 du CNNum, avait avalisé la nouvelle équipe réunie par Marie Ekeland. Il s'est justifié en expliquant «qu'il ne s'agit pas d'une association, d'un parti politique ou d'un lobby. Le CNNum doit être proche du gouvernement pour nous orienter, et le gouvernement lui fait confiance sur ces sujets».

Un discours quelque peu différent de celui qu'il tenait il y a quelques jours, lorsqu'il assurait que le gouvernement avait «souhaité confirmer l'indépendance, ses moyens et son mode de fonctionnement» en élargissant les compétences du CNNum par un décret publié le 10 décembre. «Tout cela est absurde, absurde, contre-productif, dépassé», a confié l'économiste Pierre-Yves Geoffard à Libération selon lequel «l'état du débat est très inquiétant» en France. liberation.fr 19 décembre 2017

A défaut de pouvoir réformer le capitalisme, elle l'a adopté...

Quand la soi-disant gauche américaine souhaite le maintien de l'hégémonie sur le monde elle donne des conseils à Trump pour y parvenir.

- Si la stratégie américaine était rationnelle, elle devrait admettre que l'approche unilatérale a échoué et mettre l'accent sur d'autres méthodes. Une véritable coopération mondiale et un plus grand usage de la diplomatie seraient probablement plus fructueux que la puissance militaire. (...)

On peut soit avoir un rôle hégémonique, soit exercer une influence plus fine en collaborant avec les autres. (Avec la nouvelle Stratégie de sécurité nationale les Etats-Unis s'engagent dans l'isolationnisme par Moon of Alabama — 20 décembre 2017)

Quelle finesse d'esprit ces intellectuels !

Au temps du néocolonialisme.

Finalement, les pays dits « en voie de développement » (PED) d'aujourd'hui remplacent les colonies d'hier : les grandes entreprises multinationales occidentales se placent dans les anciennes colonies, y investissent et en extorquent les ressources pour accumuler de faramineux profits qui s'évadent dans des paradis fiscaux appropriés. Tout cela se déroule sous le regard bienveillant des élites locales corrompues, avec l'appui des gouvernements du Nord et des institutions financières internationales (IFI) qui exigent le remboursement de dettes odieuses héritées de la colonisation. Par le levier de la dette et des politiques néo-capitalistes imposées qui conditionnent celle-ci, les populations spoliées paient encore le crime colonial d'hier et les élites le perpétuent subrepticement aujourd'hui, c'est ce qu'il est convenu d'appeler le néocolonialisme. (Pillage des ressources et néocolonialisme : saignées de l'or noir par Jérôme Duval - Mondialisation.ca, 19 décembre 2017)

Ils ont du pétrole et leur peuple est misérable.

Ainsi, le Nigeria, premier producteur de pétrole du continent et onzième mondial, n'arrive pas à satisfaire son marché intérieur et, comble du paradoxe, importe 70 % de ses besoins en pétrole raffiné malgré une production journalière d'environ deux millions de barils de pétrole brut dont la majeure partie part à l'exportation vers les États-Unis et l'Europe ! Pour satisfaire sa demande intérieure, le Nigeria importe quotidiennement des millions de dollars de carburant (pétrole raffiné), représentant près de 14,9 milliards de dollars sur l'année 2016, une somme colossale].

Malgré une croissance positive jusqu'en 2016 (+ 2,7 % en 2015, son plus bas niveau depuis dix ans, en raison de la chute des prix du pétrole), 22 milliardaires et 34 000 millionnaires en dollars recensés, plus de la moitié de la population vit avec moins de 1 dollar par jour, la majorité des Nigériens n'ont pas accès à l'électricité, l'espérance de vie ne dépasse pas les 54 ans et un enfant sur dix meurt avant l'âge de 5 ans encore aujourd'hui, l'un des taux les plus élevés au monde. (Pillage des ressources et néocolonialisme : saignées de l'or noir par Jérôme Duval - Mondialisation.ca, 19 décembre 2017)

En oligarchie. Comment les rapaces de la finance nous sucent jusqu'à la moelle.

- Les « fonds vautours » prospèrent sur la misère en spéculant sur l'endettement des particuliers par Eric Toussaint Mondialisation.ca, 15 décembre 2017

Extraits.

Elles s'appellent Intrum, Cabot, ou encore Arrow... Si vous avez déjà eu une facture impayée, auprès d'un opérateur de téléphonie ou d'une société de crédit, peut-être avez-vous eu affaire à l'une de ces sociétés de recouvrement et à leurs méthodes agressives. Nées en Scandinavie, puis implantées en Grande-Bretagne et aux États-Unis, elles montent en puissance depuis la crise financière de 2008, qui a plongé des populations entières dans la pauvreté. Au point que leurs profits se chiffrent désormais en centaines de millions d'euros.

Grâce à la campagne internationale lancée par le Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM), on connaît l'action néfaste des fonds vautours à l'égard des dettes souveraines contractées par les États : ils achètent des titres de cette dette souveraine à prix bradés (5 à 20 % de la valeur initiale des titres), avant de recourir à des tribunaux pour récupérer un maximum d'argent.

Le même type d'activité est en plein développement dans le domaine des dettes contractées par les particuliers. Il faut dire que les possibilités d'expansion sont énormes, car en Europe le volume des crédits privés en suspension de paiement s'élève à 1000 milliards d'euros. Avec l'appauvrissement des catégories populaires, le volume des défauts de paiement des dettes des ménages et des micro-entreprises va inéluctablement augmenter.

Recouvrement agressif

Le mode opératoire des fonds vautours dans le domaine des dettes privées est simple. Ces derniers rachètent des paquets de dettes impayées à des banques, à des sociétés de téléphonie mobile, à des sociétés de crédit immobilier, ou encore à des entreprises de fourniture d'énergie aux particuliers. En général, les fonds vautours achètent ces paquets de dettes impayées à 10% de leur valeur, et essaient par le harcèlement des personnes endettées, ainsi que par des procédures en justice, de récupérer 20% à 30% de la valeur de départ.

Il semble qu'en Europe les sociétés financières spécialisées dans ce genre d'activités de « charognards » se sont d'abord activement développées en Scandinavie suite à la crise bancaire des années 1980-1990. Il s'agit des sociétés suédoises Intrum et Aktiv Kapital – une filiale du groupe états-unien PRA.

Un business florissant

Selon une étude publiée par la banque Morgan Stanley, en Europe, le volume total des paquets de dettes impayées en possession des sept plus grandes sociétés spécialisées dans la récupération auprès des particuliers a doublé entre 2014 et 2017, passant d'environ 4 milliards de livres sterling à un peu plus de 8 (Financial Times, 23 novembre 2017). En 2016, Intrum a fait 197 millions

d'euros de bénéfiques. Cabot, une société britannique, a gagné 155 millions d'euros. Arrow, autre entreprise britannique, a réalisé quant à elle un bénéfice de 118 millions d'euros. Hoist, britannique également, 93 millions d'euros. Kruk, société polonaise, 91 millions. Le 3 décembre 2017, on pouvait lire sur le site d'Arrow que 4 millions de familles seraient en défaut de paiement en Grande-Bretagne. (...)

Alors qu'il y a cinq ans, un « investissement » d'un million d'euros dans le rachat de dettes impayées pouvait permettre d'en récupérer trois, en 2017 ce rendement a « chuté » à un ratio compris entre 1,8 et 2 fois la mise initiale. (...)

Le fonds NML Capital, enregistré aux Iles Caïmans, a, par exemple, réalisé une plus-value de 1270 % contre l'Argentine en obtenant 2,426 milliards de dollars pour des dettes rachetées seulement à 177 millions.

D'autres fonds vautours sont par ailleurs actifs dans le rachat de dettes impayées, notamment le tristement célèbre fonds Elliot possédé par Paul Singer. Elliot a racheté à deux banques espagnoles – Banco Popular, rachetée par Santander en mai 2017, et Bankia – des paquets de dettes impayées. Le groupe états-unien Blackstone est devenu également très actif en Espagne. (...)

Lorsque la bulle immobilière a éclaté au Japon (dans les années 1990), aux États-Unis (2006-2007), en Irlande et en Islande (2008), puis en Espagne (2009), des dizaines de millions de ménages des classes populaires ont été acculés à la cessation de paiement et ont commencé à être victimes d'expulsions massives. Aux États-Unis, depuis 2006, quatorze millions de familles ont été dépossédées de leurs logements par les banques. En Espagne, il s'agit de plus de 300 000 familles. Dans un contexte de baisse du salaire réel, de chômage massif et de conditions de prêts abusives, les effets de ces dettes sont catastrophiques pour une partie croissante de la population, qui finance à crédit sa consommation courante car les revenus normaux ne suffisent plus à payer les frais d'alimentation, de logement, de vêtement, de chauffage, d'éclairage, de santé, d'éducation... Des firmes se spécialisent donc dans les ventes à crédit à des secteurs fragilisés de la population.

<https://www.mondialisation.ca/les-fonds-vautours-prosperent-sur-la-misere-en-speculant-sur-lendettement-des-particuliers/5621665>

<https://www.mondialisation.ca/evasion-fiscale-et-fonds-vautours-une-legalite-de-facade/5621755>

[Opérations militaires secrètes contre la planète. Sordide, sinistre, monstrueux, criminel, barbare, pire encore, si, si, c'est possible.](#)

Evidemment plus de 99% de la population ignore tout de ce que vous allez découvrir ici, moi-même qui suis plutôt curieux et bien informé, j'en ignorais une grande partie, comme quoi on en apprend tous les jours. Avertissement à ceux qui parce qu'ils sont à des degrés divers sous l'influence de la propagande officielle et doutent de tout ou ne peuvent concevoir que l'incroyable puisse se produire sans qu'ils en soient informés... par ceux qui ont tout intérêt à les maintenir dans l'ignorance de leurs manigances illégales et monstrueuses, prenez le temps de lire soigneusement le document suivant, cela vous permettra de prendre la mesure exacte de la menace mortelle que représente dorénavant le capitalisme pour l'humanité. C'est à tomber à la renverse, la première réaction est de se dire que c'est impossible ou qu'on est encore en présence d'une théorie du complot, sauf que tout ce qu'affirme l'auteur est référencé ou sourcé, connu des autorités telle que l'UE, vérifiable ou bien réel. Lisez attentivement ou téléchargez cet article et vous en serez convaincu, sinon c'est que vous êtes trop décomposé et votre cas est irrécupérable. J'y vais fort, certes, mais au regard de la gravité des faits exposés, vous comprendrez mieux pourquoi ils sont condamnables et il n'y a pas de place pour la moindre hésitation.

- La terre : une arme ; la géo-ingénierie : une guerre par Prof. Claudia von Werlhof - Mondialisation.ca, 13 décembre 2017

Présentation du livre de Rosalie Bertell «La planète Terre, la dernière arme de la guerre»

Extraits.

Enfin, les expériences avec les ondes électromagnétiques (EM) et le réchauffement des couches supérieures de l'atmosphère (Bertell 2013, p 139), appelées «ionosphère», à partir de 80 km d'altitude, ont débuté dans les années 1960 et 1970 en influençant cette couche chargée électromagnétiquement grâce à l'utilisation de « réchauffeurs ionosphériques ». Le plus célèbre de ces « réchauffeurs » étant le HAARP (Programme Actif de Recherche sur les Hautes Fréquences Aurorales) en Alaska, construit plus tard dans les années 1990, avec de gigantesques installations radar avec antenne et un approvisionnement énergétique spécial (Bertell 2013, pp.273ff). Selon Bertell, la région arctique a été soumise à un processus délibéré de décongélation par l'utilisation des ondes EM-ELF (ondes d'extrêmement basses fréquences), action qui semble avoir déjà été acceptée par l'ex-Union soviétique et les États-Unis à Vladivostok en 1974 (Bertell 2013, page 256, 445; Ponte 1976; MacDonald 1968).

C'est une sorte de science limite, car une grande partie de cette connaissance reste en dehors du discours scientifique qui nous est familier. Pratiquement personne n'est au courant de cette nouvelle science, même si près de 40 ans se sont écoulés. (...)

Après l'installation de nombreuses installations plus petites pour manipuler les couches de l'atmosphère avec des ondes électromagnétiques EM, comme Poker Flats / Alaska, Plattville / Colorado et HIPAS / Alaska, de plus grandes ont vu le jour. C'est le cas d'Arecibo / Porto Rico, EISCAT à Tromsø dans le nord de la Norvège, ainsi que le soi-disant « Woodpecker » en Union soviétique (Bertell 2013, p 288ff), et, depuis le début des années 1990 les champs d'antennes HAARP avec 180 tours radar en 2002. Elles sont accompagnées d'installations aux Pays-Bas et en Suède, en Israël, en Australie, en Chine et dans d'autres pays (récemment probablement MARLOW près de Rostock, au nord de l'Allemagne), aussi bien que de radars mobiles en fréquence X (rayons X) ou flottant sur l'océan, qui permettent aux ondes de passer au-delà de l'horizon. Environ deux douzaines de ces installations sont actuellement opérationnelles dans le monde entier. En l'an 2013 une nouvelle, le MUOS, pour la coordination satellite a été construite en Sicile (MUOS 2015)

De cette façon, un bombardement ou un réchauffement de l'ionosphère peut se produire simultanément, séparément ou en opposition l'un à l'autre, que ce soit à des fins expérimentales ou en tant qu'attaque planifiée (voir «SuperDARNs» dans Bertell 2013, page 283ff).

Pour que cela fonctionne, l'air électriquement chargé de l'ionosphère, le « plasma », qui est un état agrégé unique au-delà d'un état solide, fluide ou gazeux (Bertell 2013, p.143), est chauffé en utilisant la puissance des réchauffeurs ionosphériques qui peuvent ajouter jusqu'à GIGA watts (milliards de watts). Cette opération provoque la densification et le renflement du plasma, créant un miroir réfléchissant à partir duquel des rayons d'énergie, envoyés par des réchauffeurs ionosphériques, peuvent rebondir selon l'angle désiré et redirigés vers un point correspondant sur ou sous la Terre. (Bertell 2013, pp. 279ff). De là la grande destruction qui, jusqu'à présent, ne pouvait être expliquée comme une catastrophe artificielle, bien que la Convention ENMOD de l'ONU de 1977, après la guerre du Vietnam, en ait déjà parlé, essayant d'interdire son usage militaire (ONU 1977). L'utilisation du chauffage ionosphérique avec des ondes électromagnétiques pulsées comme l'une des principales techniques de modification de l'environnement est particulièrement efficace pour déchaîner ou amplifier les mouvements latents ou qui débutent le long des lignes de tremblement de terre ou dans les volcans actifs. De tels processus, qui utilisent des ondes ELF d'extrêmement basses fréquences, sont capables de pénétrer et de couper même à l'intérieur de la Terre et de causer des perturbations à l'intérieur même de son noyau, d'où le

champ magnétique de notre planète est originaire. («Deep Earth Penetrating Tomographie »ou« tomographie par sondage de la Terre », Bertell 2013, pp. 285ff). (...)

Certaines longueurs d'ondes électromagnétiques peuvent également être utilisées pour modifier les «Jetstream» – ces grands courants de vents à haute altitude qui se déplacent autour du globe et modèrent les températures. Les ondes peuvent être utilisées pour changer le cours des nuages autour du globe – pour influencer le développement des sécheresses et des inondations. Elles peuvent être utilisées pour avoir plus d'énergie que la normale à certains endroits, ce qui produit des incendies, des orages et des éclairs extrêmes vers le sol, ou de lourdes explosions qui ressemblent à celles du nucléaire. Elles peuvent être utilisées pour garder des conditions météorologiques anormales sur certains endroits pendant une longue période. Elles peuvent être utilisées pour déplacer et accumuler de grosses tempêtes et influencer les courants océaniques comme El Nino et La Nina (Bertell 2013, pp. 445 et suivants, 465 et suiv.).

Le réchauffeur ionosphérique probablement le plus grand, HAARP en Alaska, est capable de mettre en mouvement 1, 8 GIGA watts (milliards de watts) et de les concentrer sur un seul point dans l'ionosphère. Les types de technologies existantes pour détruire l'environnement ont été expliqués par le géophysicien et conseiller présidentiel Gordon MacDonald dans son article « How to Wreck the Environment » (Comment détraquer l'environnement) publié dans « Unless Peace Comes » (A moins que ne vienne la paix) en 1968. Cela s'est passé il y a 48 ans! (MacDonald 1968, voir ci-dessous)

L'éminent journal « The Guardian », de Londres, en a parlé, par exemple le 4.4.2012 dans un article intitulé: « En guerre pour la géo-ingénierie ». On y lit:

« ... Peu de gens dans le secteur civil comprennent parfaitement que la géo-ingénierie est avant tout une science militaire et n'a rien à voir avec le refroidissement de la planète ou l'abaissement du carbone ... Bien qu'apparemment fantastique, le temps a été militarisé. Au moins quatre pays – les États-Unis, la Russie, la Chine et Israël – possèdent la technologie et l'organisation pour modifier régulièrement les conditions météorologiques et les événements géologiques pour diverses opérations militaires et noires ... En effet, la guerre inclut maintenant la capacité technologique d'induire, d'améliorer ou de diriger des événements, cycloniques, des tremblements de terre, des sécheresses et des inondations, y compris l'utilisation d'agents viraux en aérosols polymérisés et de particules radioactives transportées par les systèmes météorologiques mondiaux ».

L'article mentionne également le rôle d'un réchauffement progressif des régions polaires pour l'extraction des ressources.

Cet article valide entièrement les déclarations du professeur Gordon MacDonald, ancien directeur adjoint de l'Institut de géophysique et de physique de l'Université de Californie, et membre du comité consultatif scientifique du président sous la présidence de Lyndon B. Johnson, créé en 1968. Le scientifique reconnu mondialement écrit dans le livre de Nigel Calder « A moins que la paix ne vienne: une prévision scientifique de nouvelles armes ». Sur la guerre géophysique dans le chapitre « How to Wreck the Environment » (comment détruire l'environnement), il décrit comment les champs d'énergie de la Terre peuvent être utilisés pour manipuler les conditions météorologiques, entraînant la fusion des calottes polaires, la destruction de la couche d'ozone et le déclenchement de tremblements de terre. Le Prof. Gordon MacDonald a pour cela établi dans les années 60 que ces armes étaient de fait en production et que le processus entier passerait pratiquement inaperçu chez leurs victimes si utilisées potentiellement (www.Sauberer-Himmel.de).

En fait, on disait aux États-Unis dès 1958 que «le contrôle du climat arrive» (Newsweek 1958): Edward Teller, «le père» de la bombe à hydrogène, était au premier plan du débat sur une éventuelle guerre à travers la manipulation des conditions météorologiques, par exemple le déversement d'aérosols dans l'atmosphère (Hamilton in Bertell 2013, pp. 498ff).

La convention ENMOD de l'ONU de 1976/77 – il y a maintenant 40 ans – décrit ces abominations et interdit l'utilisation militaire ou toute autre utilisation hostile de ces technologies. Entre-temps, on les entend quotidiennement: tremblements de terre, tsunamis, sécheresses et inondations, changements de conditions météorologiques dans des régions entières, des courants océaniques et des tornades, des changements de la couche d'ozone et de l'ionosphère (cf. P. 46, Storr in Bertell 2013, page 527).

Le Parlement de l'UE a tenu une audience en 1999 sur HAARP. L'audience est restée sans conséquences, malgré tous les avertissements. Il a néanmoins été admis par la Commission européenne que cela n'a aucune influence sur les affaires militaires! (Werlhof in Bertell 2013, page 36). Les communiqués HAARP, cependant, indiquent que les «réchauffeurs ionosphériques» sont conçus uniquement à des fins de recherche et ne doivent en aucun cas être considérés comme un système d'armes. Par conséquent, ils devraient assurément être dans le champ d'influence de l'UE, ou devraient être interdits par l'ONU!

D'autre part, on ne parle pas beaucoup des appareils de chauffage ionosphériques européens tels que l'EISCAT à Tromsø, dans le nord de la Norvège. Cette installation est exploitée par l'Institut allemand Max-Planck.

L'ONU a prononcé un autre Moratoire sur la géoingénierie lors de la Conférence sur la biodiversité à Nagoya, au Japon, en 2010, interdisant l'utilisation privée et publiquement incontrôlée de la géoingénierie (Bertell 2013, p.318).

En 2013, près de 50 militants européens et plusieurs membres du Parlement européen, organisés dans « Skyguards », ont fait une nouvelle tentative pour mobiliser le PE via une conférence « Beyond Theories of Weather Modification – Société civile versus géo-ingénierie » (Au-delà des théories de modification climatique – La Société civile face à la géo-ingénierie), accompagnée d'une pétition au PE qui a même été acceptée par la Commission des pétitions du PE en 2014 (Werlhof in Bertell 2013, pp. 33-41). En 2016, cependant la même chose est arrivée à cette pétition qu'à celle de 1999: Josefina Fraile, ex-eurodéputée de Skyguards, qui avait organisé la pétition, a reçu une lettre de la Commission européenne lui disant que les questions militaires ne devaient pas être traitées dans le domaine du PE – bien que la pétition parlait surtout de la géoingénierie civile.

En général, le rapport intitulé «Le temps en tant que multiplicateur de force – Posséder le temps en 2025», préparé pour l'US Air Force en 1996, montre que la question des «guerres météorologiques» est entre les mains de l'armée. Une géoingénierie civile et indépendante pour «sauver le monde du changement climatique» n'existe sûrement pas (US Air Force 1996).

Résumé des résultats:

Le sens de cela: c'est qu'il n'y a aucune reconnaissance officielle de l'existence des moyens et des possibilités de guerre qui constituent non seulement une menace pour toute vie sur Terre par l'utilisation des forces propres de la Terre contre nous et elle-même, mais au-delà, une capacité de détruire toute la planète en tant que telle! (Bertell 2013, page 251f). Ce danger avait déjà été énoncé par le physicien Nikola Tesla (1856-1943, Bertell 2013, pp. 223ff, 468ff), l'inventeur original des différentes manières d'utiliser les puissances électromagnétiques de la planète (Bertell 2013, p.32, 239f). Utilisant ses propres forces, la Terre peut maintenant être forcée à tuer ses propres êtres et alors être contrainte au suicide.

Les moyens de détruire la planète sont ceux de la «géoingénierie» – y compris les armes plasma électromagnétiques et toutes les autres formes de guerres météorologiques (Bertell 2013, p.317). Si ces technologies sont utilisées sous une forme améliorée, si l'augmentation des ondes électromagnétiques pulsées rythmiquement et l'effet de leur résonance deviennent pratiquement illimités (« Magnifying Transmitter » de Tesla et « séismes contrôlés », Bertell 2013, page 288), la

Terre pourrait peut-être même être déchirée, plonger dans le Soleil, ou en dernier ressort, être jetée dans l'espace! Des effets spéciaux de résonance scalaire d'ondes électromagnétiques en provenance de la Terre et pénétrant l'espace pourraient être instantanément réfléchis. (...)

Au résultat, ce pourrait être la destruction de la Terre par le Soleil, ou le pari que l'équilibre dynamique entre la Terre et la Lune, qui partagent le même champ magnétique, pourrait s'effondrer ... Nikola Tesla, le cerveau le plus innovant en ce qui concerne le travail avec les ondes EM a prédit tous ces scénarios et nous a mis en garde, comme étant une possibilité théorique au début du siècle dernier (Bertell 2013, p. 465ff).

Développements ultérieurs:

Le développement ultérieur des armes EM dans les dimensions des ondes «scalaires» longitudinales, telles qu'elles ont été développées en Union Soviétique, a particulièrement retenu l'attention de l'ancien membre de l'armée américaine, Tom Bearden, scientifique et disciple de Tesla qui a été cité par Bertell (Bertell 2013, pp. 223ff, 238ff, 465f, Bearden 1986/2002). Ce chapitre de la technologie des armes à ondes scalaires (longitudinales) semble être encore plus mystérieux que celui des autres ondes électromagnétiques (transversales). Considérant que dans le soi-disant vide ou hyperspace – « l'éther » (selon Tesla) ou l'espace au-delà du système solaire – le mouvement de ces ondes scalaires dépasse l'espace terrestre tridimensionnel et ses conditions, agissant indépendamment de chacun d'entre eux dans des conditions au moins quadridimensionnelles – les trois dimensions de l'espace et la dimension temporelle. Cela signifie par exemple que les ondes scalaires sont simultanées, elles n'ont pas besoin de temps pour se propager. L'application militaire de ces processus sur la terre – qui travaille avec des conditions extra-terrestres «illimitées» sous des conditions terrestres limitées (voir Wagner 1970 sur la fission nucléaire sur terre) – serait et est en fait la plus grande menace imminente (Bearden 2012; 2010).

Outre les effets déclenchés au niveau macro, d'autres effets non moins inquiétants peuvent aussi être provoqués par des ondes électromagnétiques au niveau micro. Nous parlons de l'interférence avec nos cerveaux en utilisant les ondes ELF qui correspondent à la fréquence de Schumann – le pouls de la Terre-, qui est la même que celle du cerveau (Begich / Manning 1996, Bertell 2013, p.289). Ces méthodes ont apparemment été développées principalement par les Soviétiques, et peuvent également être appliquées à des populations plus importantes, selon Bearden.

Tout cela est conforme à la devise: les impulsions électromagnétiques peuvent atteindre n'importe où, car la matière elle-même «oscille» (Begich / Manning 1996). C'est finalement le véritable « secret » de l'ampleur et de l'efficacité des nouvelles technologies Tesla brevetées pour leur utilisation dans les réchauffeurs ionosphériques (brevets officiels américains du physicien Bernard Eastlund, Bertell 2013, p.277ff) et ailleurs (Bearden 2012; 2010).

La réaction du public et des mouvements sociaux

Grâce à Bertell, nous découvrons maintenant que nous, le public, les humains et les citoyens sommes vulnérables à cette menace croissante depuis 70 ans sans en avoir pris conscience, sans parler de notre approbation ou de notre «consentement», même si ces événements mettent notre vie et notre planète en danger et ont érodé les conditions de vie à l'échelle mondiale. En fait, si ces menaces ne cessent pas, nos conditions de vie et la Terre elle-même pourraient déjà être détruites dans un court laps de temps.

Considérant les citations de Bertell: « L'armée a toujours 50 ans d'avance ». Et:

« Dans une nouvelle guerre les militaires n'utilisent jamais les mêmes armes qui ont été utilisées dans une ancienne » (Werlhof in Bertell 2013, page 48, Bertell Interview II, 2014).

Nous, en tant que citoyens prétendument responsables:

Bien qu'embarrassant, nous devons maintenant prendre conscience du fait que nous n'avons pas été au courant de quoi que ce soit se passant dans ce domaine. (...)

En ce qui concerne les mouvements sociaux, l'analyse de Bertell suit:

Il existe un mouvement pour la paix qui n'a pas reconnu qu'il existe une guerre moderne, dirigée vers et contre l'environnement (Bertell 2013, p.57f, 325f, 344ff).

Sur la base d'une destruction de l'environnement de plus en plus évidente, il existe néanmoins un mouvement écologique qui n'a pas encore pris conscience des problèmes, qui ont notamment été causés par l'armée (Bertell 2013, p.71).

Le mouvement antinucléaire n'a pas réalisé le développement post-nucléaire des armes de destruction massive qui supprime la nécessité des guerres nucléaires au sein de l'armée (Bertell 2013, p.58). (...)

En fait, un réchauffement partiel de la Terre a effectivement lieu. Cependant, cela ne se produit pas dans la troposphère où le CO₂ s'accumule réellement, mais plutôt dans les couches supérieures de la stratosphère dans lesquelles HAARP et les installations similaires – les «réchauffeurs ionosphériques» – sont actifs! (Phillips 2011).

Au total, après tout, le réchauffement de la planète ne peut pas être le résultat des émissions de CO₂ ! (Bertell 2013, pp. 321-323). Le CO₂ est sale, mais il ne chauffe pas, comme elle le dit. À part Bertell presque personne n'a remarqué que la crise environnementale sous l'apparence de la soi-disant crise climatique, ainsi que les solutions alléguées pour cette crise, à savoir la géoingénierie, proviennent tous deux des mêmes laboratoires militaires!

Ironiquement, comme il est dit dans la contribution de Hamilton au livre de Bertell: L'armée elle-même n'admet pas du tout l'existence d'une quelconque sorte de crise climatique! Les mesures de géoingénierie militaire ne visent pas à réduire le réchauffement climatique. Ces mesures ont été inventées pour des raisons totalement différentes, notamment militaires: ce sont des armes géologiques (Bertell 2013, p.58).

Plutôt que de trouver comment stopper les perturbations militaires et la manipulation du climat par, comme le dit Bertell, «des guerres météorologiques, des armes plasma et la géoingénierie» par exemple, en éteignant les «réchauffeurs ionosphériques», la discussion se concentre sur les conséquences de cette guerre mondiale – précisément en employant les mêmes mesures qui les ont réellement provoquées!

Le fait que ce ne soit pas le prétendu problème du CO₂ ni même la «nature perverse» qui s'oppose à nous, reste caché en raison de la création d'une confusion délibérée! L'un des plus grands sponsors privés de la géotechnique, qui la pose comme une mesure civile pour contrer les conséquences des émissions de CO₂, alors que c'est un plan militaire contre la planète, est l'homme le plus riche du monde, Bill Gates (Bertell 2013, p. Hamilton dans Bertell 2013, page 504).

La fin des accusations de » théorie du complot » ?

Le livre de Bertell pourrait être le début de la fin des insultes et des soupçons qui ont poussé à faire résonner tout cela comme une « théorie du complot » (un terme inventé par la CIA pour réprimer ceux qui doutaient de la version officielle du meurtre de JF Kennedy). Là où les

développements actuels correspondants sont sortis de la sombre salle de l'anonymat, du secret, du déni et de la dissimulation – comme Bertell l'a fait -, il ne sera plus possible de balayer les faits!

Cependant, cela ne se produit pas encore, comme nous le savons maintenant, cinq ans après avoir publié Bertell en allemand – la première véritable apparition publique de son livre après la banqueroute soudaine de son éditeur anglais en 2000. Le contexte de cette stratégie pour cacher les faits peut être précisément observé dans la dissimulation permanente des liens entre la crise environnementale et les expériences et attaques militaires. Cacher simultanément par tous les moyens une guerre « officieuse » non déclarée et / ou peut-être faisant déjà rage, est nécessaire pour ne pas risquer l'opposition de la société civile, voire de la loi, comme cela se produirait inévitablement si la réalité devenait publiquement évidente (Storr in Bertell 2013, page 545). MacDonald, qui a été mentionné plus tôt, explique qu'une telle « guerre secrète » n'a jamais besoin d'être déclarée ni même connue des populations touchées. Cela pourrait durer des années et seules les forces de sécurité impliquées en seraient conscientes (MacDonald, 1968). Ce genre de « géo-terrorisme » aussi bien que de « technetronic » (MacDonald) apparaîtrait sous l'apparence de la militarisation ou d'« accidents industriels » dans l'« armement », de « catastrophes environnementales » et de « géo-ingénierie » (Phillips 2011).

Rosalie Bertell déclare que l'armée a besoin de nous pour la légitimation puisqu'elle a besoin de ressources civiles (Bertell 2013, p 388) et de démarches, comme par exemple par des scientifiques, et de notre croyance dans sa capacité à créer une sécurité dans un sens militaire (Bertell 2013, page 365) et en cas de catastrophe. Nous faire supposer qu'elle produit lui-même ces catastrophes serait bien sûr un mauvais choix! Le domaine académique civil est précisément celui qui affirme l'impossibilité de ce type de catastrophe en raison d'une manipulation délibérée des événements naturels. Toutes les catastrophes des dernières décennies, à savoir 10 fois le nombre de catastrophes naturelles par rapport à avant 1970 (Bertell 2013, p.306) et l'ensemble sans fin des séismes les plus graves dans le monde, ne sont rien d'autre que de simples événements naturels. Nous ne devons pas oublier, que la « science normale » est incapable d'expliquer ces phénomènes, puisqu'elle n'a jamais pris en compte ce que Nikola Tesla avait exploré et inventé. La Terre semble être restée inchangée sur le plan tectonique et sismique, et il n'y a pas d'explication raisonnable pour l'augmentation de l'activité volcanique, par exemple.

Pourtant, c'est la science elle-même qui permet les dangers discutés par Bertell. Car sans la science, le développement des technologies pertinentes relatives à notre sujet n'aurait jamais été possible. Il est important de faire prendre conscience des faits cachés d'une science au service des militaires dans le cadre des sciences elles-mêmes. La science civile va perdre sa réputation et sa crédibilité auprès du public, en essayant de dissimuler des méga-crimes possibles et actuels qui ne seraient pas possibles sans sa coopération avec la science militaire en premier lieu. Comme l'a dit Lowell Wood, géo-ingénieur civil et disciple d'Edward Teller:

Les dommages globaux à la planète.

Pendant ce temps, la Terre, notre planète, est dans des conditions critiques. Selon Bertell, elle a été affaiblie et pourrait déjà avoir été irréversiblement endommagée (Bertell 2013, p 59, 228, 320, 323, 326, 455, 473). La planète est devenue « une victime de la recherche militaire » (Bertell 2013, p.483). C'est comme si l'air, l'eau, le sol, les animaux, les plantes et les humains étaient présentés comme un « sacrifice » (Bertell 2013, pp 325ff) aux « Dieux »!

Bertell illustre comment l'armée cause les plus grands dommages environnementaux, usurpe la plupart des ressources et gaspille les conditions de vie sur Terre en la compromettant impitoyablement et sans conscience (Bertell 2013, pp. 335ff). Elle établit des parallèles entre l'armée et le comportement d'un toxicomane. Le toxicomane ne s'abstiendra pas de sa dépendance par lui-même. Évidemment, tout cela va sans la connaissance ou l'approbation de la population de la Terre, indépendamment de nos systèmes et croyances démocratiques.

Les effets préliminaires des nouvelles armes qui ont été décrites ici en partie sont:

Outre les dommages causés par l'exploitation minière, chimique, nucléaire et génétique, les industries de la vie, la nanotechnologie et les substances pulvérisées comme l'aluminium, le baryum, le soufre et le lithium, qui continuent à détruire l'atmosphère, le sol, l'eau, les plantes et les conditions de vie.

- il y a des trous dans la couche d'ozone, produits par des décennies d'essais nucléaires, de vols supersoniques et de vols de fusées dans l'espace (et non par FCKW comme on nous le dit constamment!)

- il y a des perturbations du champ électromagnétique de la Terre à l'intérieur de son noyau comme à l'extérieur dans l'espace et dans les ceintures de Van Allen,

- il y a des trous et des incisions à travers les couches protectrices de l'atmosphère, produites par des réchauffeurs ionosphériques,

- il y a une oscillation / un déséquilibre du mouvement planétaire (Bertell 2013, p.450) et un ralentissement de la rotation,

- il y a donc l'accélération possible d'un décalage polaire magnétique / d'une inversion polaire;

- il y a le dégel actif de la région arctique (Bertell 2013, p.227) depuis les années 70 du XX^e siècle provoquant une augmentation des niveaux de l'océan, une perte d'eau douce, et il y a déjà un affaiblissement du Gulf Stream par 1/3, dont la fin signifierait un éventuel nouvel âge glaciaire pour l'Europe.

- Il y a la disparition des glaciers dans le monde entier qui entraîne d'énormes inondations maintenant et des sécheresses extrêmes plus tard avec pour effet que les grandes rivières du monde s'assécheraient et laisseraient la population et la nature sans eau douce.

- De plus, les couches extérieures de l'atmosphère diminuent d'un kilomètre tous les cinq ans (Bertell 2013, chapitre 3-5 de la partie II, textes additionnels A, D et C de la partie IV).

- Cela signifie la perte de protection de l'atmosphère contre les radiations cosmiques comme les UV, les rayons gamma, les micro-ondes et les rayons X à la surface de la Terre (Bertell 2013, p.230), préjudiciable à toute vie et si plus, c'en sera fini de l'agriculture.

- Cela signifie le chaos climatique et climatique partout et la perte de tout équilibre à prévoir.

- Cela signifie des catastrophes naturelles de toute ampleur, et il sera pour la plupart impossible de faire la distinction entre les catastrophes naturelles et celles fabriquées, en particulier lorsque le point de bascule est atteint, et que des effets synergiques entrent en jeu.

- Cela signifie qu'aucune catastrophe ne peut être prévue ou prévenue. Les catastrophes peuvent et se produisent partout et à tout moment.

- S'elles sont utilisées pour la guerre, ces armes peuvent même conduire à une destruction totale de la planète en tant que telle, comme l'a averti Tesla (Bertell 2013, p.241).

Le phénomène de « kyndiagnosia », l'incapacité à reconnaître le danger, est omniprésent dans la science, la politique, l'économie, l'écologie, la société et en particulier dans l'armée. Depuis toujours la société a permis à ces institutions de mettre la vie en danger – la vie des gens, de la nature et maintenant même de la planète – pour leurs actions et leurs expériences destructrices.

Jamais les principes des crimes de guerre, définis par le Tribunal de Nuremberg après la Seconde Guerre mondiale, ne leur ont été appliqués (Bertell 2013, p.474).

Besoin de plus que d'une explication théorique

Puisque toute l'entreprise cause du tort à tout le monde, elle devient incroyable et apparemment irrationnelle. Une explication est nécessaire. Qui d'entre nous, les humains ordinaires, pourrait comprendre cette promotion délibérée de la folie?

Rosalie Bertell explique les multiples faits qu'elle a recueillis au sujet de l'armée en tant qu'institution qui existe pour les guerres, en cours et planifiées. Comme il semble clair, par conséquent, que l'armée est spécialisée dans la destruction et dans des systèmes de destruction toujours nouveaux, il semble qu'il n'y ait aucune nécessité d'une explication plus approfondie. Cette nécessité existe cependant, car les technologies militaires proviennent des sciences naturelles, aussi bien civiles que militaires.

L'analyse des origines et du développement de la science moderne montre néanmoins que l'armée n'est que la pointe de l'iceberg. Sous sa surface d'eau, il y a la montagne d'une science qui a été inventée dans les temps modernes. (...)

Quand on regarde la destruction de la nature et de la vie qui se produit partout et qui ne peut plus être niée, même sans guerre directe, on peut alors comprendre ce que cela signifie que les sciences sont liées à l'armée même si elles déclarent être « civiles » et « pacifiques ». De cette façon, toute l'entreprise scientifique est en réalité une guerre contre la vie, l'armée n'étant que son apogée. C'est exactement ce que nous expérimentons maintenant en taille réelle.

Du point de vue de mon approche de la « théorie critique du patriarcat », l'armée a inventé quelque chose comme une « alchimie militaire », une expression que Rosalie Bertell aimait beaucoup quand elle l'a connue. (...) Avec l'invention de la science et de la technologie modernes, néanmoins, les « alchimistes » modernes ont recommencé avec le même projet, ayant beaucoup plus de succès que jamais auparavant dans l'histoire. Les résultats peuvent être admirés aujourd'hui: la machine, la marchandise, l'argent et le « capital » en général étant les merveilles alchimiques de la modernité qui sont censées remplacer la vie, la nature et la « matière » par quelque chose de plus civilisé, plus développé et plus divin! (...)

Bertell parle des dangers et du secret entourant les activités militaires:

« Jusqu'à présent, personne n'a clairement pris en compte les conséquences potentielles, les a décrites ou admises. » (Bertell 2013, p.473).

Bertell était toujours optimiste en l'an 2000. Elle était confiante dans les mouvements de base à travers le monde et leur capacité à s'allier avec des organisations internationales comme l'ONU pour affaiblir l'armée et même abolir la guerre (Bertell 2013, p.376), et de trouver un chemin vers un avenir pacifique et amical façonné par le respect envers la Terre et le maintien de la « sécurité écologique ».

Aujourd'hui, 16 ans plus tard, la crise actuelle pointe vers un développement complètement différent, sinon vers une nouvelle guerre mondiale (Chossudovsky 2012 et 2015) qui semble avoir déjà commencé. Cependant, le public, la plupart des sciences civiles, des mouvements sociaux et la plupart des politiciens n'ont pas encore compris comment fonctionne le nouvel armement des guerres météorologiques, des armes à plasma et de la géoingénierie. Ils ne comprennent pas pourquoi il devrait être possible de produire des tremblements de terre, éruptions volcaniques, tempêtes, sécheresses, inondations, courants océaniques changeants, tsunamis, influençant le

temps de régions entières, chaleur et froid, conditions anormales au-delà des saisons ou des zones climatiques – déjà mentionné dans la Convention ENMOD de l'ONU en 1977.

La raison en est que ces effets sont principalement dus aux « technologies Tesla », basées sur la manipulation du potentiel électromagnétique de la Terre. Le physicien et inventeur Nikola Tesla (1856-1943) n'a jamais été publiquement reconnu par les sciences civiles, même si sans lui il n'y aurait pas de courant alternatif, pas de dispositif électronique, et pas de communication sans fil. L'idée de Tesla de traiter les phénomènes de la vie via ses « ondes » plutôt que via ses « particules », en influençant ses mouvements plutôt que sa matière solide, comme cela était habituel dans la science moderne, a conduit à des inventions d'un caractère et d'une ampleur qui n'auraient jamais pu être produits, ni expliqués par la physique « normale ». Les inventions de Tesla (Tesla 1919) ont été secrètement reprises par les militaires à l'Est et à l'Ouest à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et n'ont jamais été discutées en public. On a encore moins reconnu comment les inventions de Tesla étaient en relation avec la physique quantique, une autre partie de la nouvelle physique du siècle dernier, produisant des armes encore plus terribles ; comme l'a expliqué Bearden, un disciple de Tesla (Bearden 1986; Bertell 2013, pp. 237, 239, 243, 251, 454, 468ff).

« Malheureusement », dit Bertell, « attendre que ces armes soient employées pour pouvoir ensuite mieux les comprendre signifiera la fin de notre civilisation et de notre vie. Notre recherche doit être en avance sur les menaces au lieu de clopiner derrière. Les chemtrails sont la tentative de guerre biologique et chimique. Ce qu'ils déversent sur nous maintenant ne peut être qu'un avant-goût de ce qui est réellement planifié ». (Bertell, email 27.1.2011) (...)

La Convention UN-ENMOD interdit l'utilisation hostile de techniques qui modifient l'environnement. Cette convention ne peut donc pas être considérée comme une activité juridique dans la mesure où un usage « scientifique et pacifique » de ces techniques se propage, comme le propose la géoingénierie civile. Ainsi, l'usage militaire de celui-ci doit être gardé secret (Storr dans Bertell 2013, p 526, 530ff, 534ff).

Aucune des Conférences de l'ONU n'a présenté une discussion sur le comportement militaire, d'après Bertell, même si l'ONU a bien conscience de l'existence de la modification de la météo pour les guerres depuis 36 ans, et a effectivement interdit cela, le sujet n'a même pas été soulevé lors de la conférence de Copenhague 2009, dont le climat était le sujet central. Cela n'a pas non plus été le cas lors de la Conférence des Nations Unies COP21 pour la même question à Paris en 2015.

Au lieu de cela, cependant, l'ONU a imposé un moratoire mondial contre la géoingénierie à Nagoya en 2010, interdisant l'action individuelle, donc privée. On s'en fout. À la Bourse, on peut gagner de l'argent avec des « produits dérivés du temps ».

Que pouvons-nous faire?

Notre objectif est d'éveiller le public, les médias, les mouvements, la science, la politique, l'UE et surtout les gens, en particulier les jeunes.

Les théories officielles sur le réchauffement climatique et les raisons invoquées, à savoir la production civile de gaz CO₂, telle que récemment maintenue lors de la dernière COP21 de l'ONU sur les changements climatiques à Paris (2015), doivent être démantelées (Bertell 2013, pp. 300ff). Le GIEC – le Groupe d'experts intergouvernemental sur le changement du climat – comme la principale institution officielle qui propage la théorie de l'importance du CO₂ sur la base d'une simple simulation informatique n'a aucune réelle preuve (Storr in Bertell 2013, p533). La plupart des scientifiques ont même de sérieux doutes sur la thèse du CO₂ (Weiss 2016, Wigington 2016). Les résultats de scientifiques indépendants comme Marvin Herndon ne sont pas publiés (aaO).

Des enquêtes comme celles de l'activiste Dane Wigington ne sont pas appréciées (Wigington 2016), même s'il cite des sources officielles comme un récent discours du directeur de la CIA Brennan sur la géo-ingénierie et certaines de ses méthodes. D'un autre côté, les géo-ingénieurs civils nient l'utilisation réelle de ces méthodes, prétendant qu'ils ne sont que sur la table de discussion pour une utilisation ultérieure éventuelle (Fraile 2015, Weiss 2014, 2016). De cette façon, ils évitent tout problème juridique, tout problème avec la société civile et toute proximité avec l'armée. Car, si le changement climatique est reconnu comme étant le résultat de l'application de la géo-ingénierie militaire, il n'y a plus de moyen de propager cette dernière contre le changement climatique!

<https://www.mondialisation.ca/la-terre-une-arme-la-geo-ingenierie-une-guerre/5621597>

La lutte contre le terrorisme est une priorité. Pourquoi ?

103 Américains tués par des djihadistes au cours des 16 dernières années et plus ;

59 000 Américains morts d'overdose (drogue) en 2016, leur nombre à plus que triplé ;

43 000 se sont suicidés en 2016, en augmentation de 25%

Réponse : Les États-Unis ont participé à 46 interventions militaires entre 1948 et 1991, mais ce nombre a quadruplé entre 1992 et 2017 pour atteindre 188. (Source : foreignpolicy.com)

Hollande (et le PS), chef de guerre des barbares.

Vous pouvez ajouter le CAC40.

- L'affaire Lafarge dévoile les liens entre Daesh et l'élite dirigeante française - arretsurinfo.ch 20 décembre 2017

Il n'est pas anodin de rappeler qu'en février 2016, Arrêt sur info avait été le premier média en Europe à parler des liens d'affaires troublants entre Lafarge et l'Etat islamique. Arrêt sur info soulevait cette grave question: « Le géant du ciment Lafarge a-t-il acheté du pétrole à Daesh ? ». Il avait fallu attendre quatre mois avant que le journal de « référence » Le Monde, suivi par l'ensemble des médias, finisse par en parler.

Lafarge, mis sous enquête, a reconnu avoir financé, avec l'aval de la France, non seulement l'Etat islamique mais également les divers groupes terroristes engagés contre l'Etat Syrien. Ainsi, entre 2011 et 2015 la filiale locale du cimentier a payé 13 millions de dollars aux groupes terroristes.

Il y a désormais la preuve que le gouvernement Hollande – qui prétendait combattre le terrorisme tout en reprochant au gouvernement Assad de ne pas combattre l'Etat islamique – ne combattait pas le terrorisme, mais le soutenait et le finançait par des voies directes et indirectes. Silvia Cattori, le 20 décembre 2017

WSWS - L'enquête sur le financement de Daesh (l'Etat islamique) par LafargeHolcim souligne le caractère frauduleux de la lutte antiterroriste prétendument menée par la France et ses alliés de l'Otan. Elle laisse entrevoir un financement délibéré sur cinq ans par une entreprise du CAC 40 d'organisations terroristes responsables d'attentats dans toute l'Europe, notamment en France.

Elle pose directement la question du rôle joué par l'Etat et le gouvernement PS de François Hollande. Le PS a réagi aux attentats meurtriers de janvier et novembre 2015 en France en imposant l'état d'urgence et il a promu le FN en invitant Marine Le Pen à l'Elysée. L'état d'urgence a fourni un faux prétexte à la répression brutale de manifestations contre la loi travail du PS, à

savoir, que ces luttes gênaient le travail de police nécessaire à la lutte contre le terrorisme et à l'unification de la France autour d'un projet sécuritaire et une lutte contre l'islamisme.

Or, selon les informations ressorties lors de la mise en examen ces deux dernières semaines de six dirigeants du cimentier – dont l'ex-PDG de LafargeHolcim, Bruno Lafont et l'ex-directeur général du groupe, Éric Olsen – Lafarge finançait le milieu des milices terroristes en Syrie à l'époque où celles-ci commettaient les attentats qui ont servi de prétexte à l'état d'urgence.

De plus, Lafarge aurait eu recours au mensonge et à la production de faux pour justifier son financement des groupes terroristes. Le Service national de douane judiciaire (SNDJ), qui a mené les interrogatoires des cadres de Lafarge ayant conduit à leur mise en examen a estimé que la direction française du groupe avait «validé ces remises de fonds en produisant de fausses pièces comptables».

Les informations fournies par Lafarge invalident son alibi précédent, à savoir que le groupe n'avait versé ces sommes aux milices terroristes que parce que le groupe devait se plier à un «racket» de Daesh afin de protéger son usine de ciment située près de Raqqa, dans le nord de la Syrie.

Un rapport de la société d'audit londonienne PricewaterhouseCoopers (PWC), commandité par Lafarge, précise que le groupe aurait versé 13 millions de dollars entre 2011 et 2015 aux diverses milices islamistes en Syrie. Selon ce rapport, ce financement a continué jusqu'en 2015, bien après la fermeture de l'usine en septembre 2014.

Selon les avocats de Sherpa – l'association qui s'est portée partie civile dans cette affaire en 2016 pour «mise en danger de la vie d'autrui» et a ainsi déclenché l'enquête pour «financement d'entreprise terroriste» menée par trois juges des pôles antiterroriste et financier de Paris – une grande partie de cet argent est allé, indirectement ou directement, dans les poches de Daesh.

Un autre rapport rédigé par le cabinet d'expertise américain Baker McKenzie, lui aussi missionné par Lafarge, révèle que la filiale syrienne de Lafarge aurait à elle seule versé de juillet 2012 à septembre 2014 près de 5,6 millions de dollars aux milices, dont plus de 500.000 dollars à Daesh. Le fils de l'ex-ministre de la Défense syrien, Firas Tlass, aurait servi d'intermédiaire.

Ainsi, alors même que la classe politique française débattait en 2014 et 2015 de l'opportunité ou non de bombarder Daesh en Syrie, Lafarge finançait la milice terroriste. Le gouvernement Hollande a ordonné le premier bombardement des positions de Daesh en Syrie juste après les attentats du 13 novembre 2015 à Paris. Jusqu'alors, la France ne bombardait que les positions irakiennes de Daesh et gardait ainsi la possibilité de profiter des actions de Daesh en Syrie.

L'image ressortant de l'enquête n'est pas celle d'une entreprise ayant voulu rester en Syrie pour y représenter la France ou encore rentabiliser un des plus gros investissements français hors pétrole au Moyen Orient, et aurait donc accepté le «racket» de Daesh, comme l'ont prétendu les cadres incriminés. C'est plutôt celle du financement délibéré d'organisations terroristes que le PS présentait alors comme des forces légitimes dans sa guerre, menée en alliance avec Washington, pour renverser le gouvernement de Bachar al-Assad.

Cette semaine, Sherpa a demandé au parquet de lancer une enquête «pour entrave à l'exercice de la justice» et accusé Lafarge d'avoir voulu «acheter le silence» des six cadres mis en examen et ainsi «devancer les interrogations qui pourraient leur être soumises».

L'association a réitéré sa demande que les investigations ne se limitent pas à Lafarge mais qu'elles fassent aussi la lumière sur le rôle des autorités françaises de l'époque. Son porte-parole a évoqué «la frilosité, la complaisance, voire la complicité» des ces autorités. «Qui nous dit

qu'entre-temps, une partie de l'argent versé à l'EI (Daesh) n'a pas servi à financer un attentat en France?» s'est interrogée son avocate Marie Dosé.

En fait, l'affaire Lafarge soulève le rôle non seulement de la France, mais des gouvernements de toutes les grandes puissances de l'Otan.

Les médias et les responsables politiques des pays de l'Otan ont tenté de cacher autant que possible le caractère politiquement criminel de cette guerre, et notamment le fait que les alliés de l'Otan en Syrie, comme dans la guerre de 2011 en Libye, étaient des milices terroristes liées à Al Qaïda.

L'affaire Lafarge montre aussi le rôle réactionnaire et mensonger des groupes de la pseudo gauche petite-bourgeoise, comme le Nouveau parti anticapitaliste en France, qui ont été des partisans et des complices de l'impérialisme dans ces conflits. Ils ont présenté éhontément les groupes djihadistes anti-Assad comme l'émanation d'une révolte populaire. Alors que le CAC-40 finançait les différentes milices islamistes sur le terrain en Syrie, ils prétendaient que cette opération était une révolution démocratique syrienne.

Dans ces conditions, il faut poser la question: pourquoi les responsables du gouvernement PS ne sont-ils pas entendus – a commencer par l'ex-président Hollande, qui a décidé en 2012 de reconnaître les milices d'opposition en tant que gouvernement de la Syrie? La «demande d'acte» de Sherpa en octobre avait d'ailleurs exigé que les ambassadeurs français en Syrie et l'ex-ministre PS des Affaires étrangères Laurent Fabius soient entendus. Toutefois, les médias et la classe politique française font le silence sur cet aspect central de l'affaire.

Source: <http://www.wsws.org/fr/articles/2017/12/18/lafa-d18.html>

Syrie. En voilà un qui ne sera plus invité au Parlement européen.

- Allocution du Pr. Élias Zahlaoui devant le Parlement européen: Vérités et mensonges sur la guerre en Syrie le 6 décembre 2017 - Mondialisation.ca, 17 décembre 2017

Extrait.

Tout au long de sept ans bientôt, nuit et jour, vos tout puissants médias, vous ont asséné des "certitudes" indiscutables, entre autres, celle d'une guerre civile en Syrie, et celle d'un régime de dictature, qui massacre impunément son propre peuple.

Tout cela, Mesdames, Messieurs, ne vous rappelle-t-il pas, les scénarios utilisés pour la destruction de l'Irak, puis de la Libye ?

Une levée chevaleresque de tout l'Occident, conduite au sein des Nations Unies, par les États-Unis, a valu à la Syrie une déclaration de guerre, de la part de (140) pays – pas plus ! – ainsi qu'un embargo militaire, économique et financier, sans précédent.

Cependant devant l'échec de la mise en application du célèbre droit d'ingérence, prétendument humanitaire, dont le mérite d'invention revient à Mr Bernard Kouchner, des centaines de milliers de soi-disant "Djihadistes" musulmans, furent, par, qui vous savez, levés à travers une centaine de pays, dont des pays européens et américains, embrigadés, armés, entraînés, payés, enfin téléguidés, voire commandés par des spécialistes des réseaux des plus puissants services secrets, pour être envoyés par vagues successives, à longueur d'années, en Syrie, pour y promouvoir, disait-on, la démocratie, et sauvegarder les droits de l'homme.

Le bilan de cette malheureuse aventure, sur le plan strictement humain, le voici en gros, d'après les évaluations des Nations Unies :

Sur une population de 24.000.000 d'habitants, 12.000.000 d'errants sur les routes, soit à l'intérieur du pays, soit ailleurs au niveau du monde entier, voire sur mer...

400.000 morts, abstraction faite de toute appartenance religieuse, de toute condition et de tout âge...

Des centaines de milliers d'handicapés...

Des dizaines de milliers de disparus...

Et pourtant l'État syrien a tenu, son Président a tenu, son armée a tenu, sa population a tenu, ses institutions gouvernementales de tous ordres ont tenu, son corps diplomatique a tenu, ses Instances universitaires et scolaires, tant gouvernementales que privées, ont tenu, tous les fonctionnaires d'État, en poste ou en retraite, même ceux des zones assiégées par les "Djihadistes" d'Al-Qaïda, Al-Nousra, Daëch et consorts, ont été et sont jusqu'à ce jour, régulièrement payés...

Devant cet état de fait, absolument incontournable, l'un de vos meilleurs connaisseurs de la crise syrienne, le français Michel Raimbaud, a osé écrire, il y a un mois, que tout cela frôle le miracle...

Miracle ou pas, avouons que cette résistance inattendue de la Syrie, a déjà provoqué bien des interrogations, et ébranlé bien des certitudes "politiquement correctes"...

(...) je me dois de vous dire, en prêtre qui vit en une société arabe à majorité musulmane, et qui croit bien connaître les musulmans et leur histoire, que vous avez, vous-mêmes occidentaux, consciemment ou inconsciemment, créé de toutes pièces, en Occident, deux mondes musulmans, qui n'ont, en fait, rien à voir avec l'Islam.

Le premier de ces deux mondes, concerne les innombrables agglomérations musulmanes qui parsèment aujourd'hui tout l'Occident. Ces agglomérations, vous vous en êtes servis pendant des décades, pour faire les travaux que vos concitoyens répugnaient à faire. Or leur grande majorité vit jusqu'à ce jour, marginalisée au sein de vos sociétés, et écrasée par un sentiment d'infériorité, qui risque de se transformer subitement en un ressentiment explosif et ravageur. Vous en avez déjà eu des preuves inquiétantes.

Le second de ces deux mondes, concerne les innombrables groupes de "Djihadistes", que vous avez cru pouvoir créer et utiliser, pour détruire "les autres", tout en vous croyant à l'abri de toute surprise désagréable, en misant uniquement sur ce que vous croyez être, vos tout-puissants réseaux de défense. Mondialisation.ca, 17 décembre 2017

Irak. Désinformation, comment ça marche ?

Selon l'Agence Française de Propagande (AFP), les Kurdes se seraient attaqués au parti Goran, alors qu'en réalité c'est ce parti qui a appelé les fonctionnaires à manifester pour demander la démission du gouvernement régional corrompu dirigé par les Barzani et mis en place par les Américains et leurs alliés.

On est donc en présence d'une fausse information ou fake news, délibérée puisque l'article a été rédigé par le correspondant de l'AFP en Irak, Shwan Mohammed.

Quand on lit attentivement les deux articles, on s'aperçoit que l'AFP a tronqué et déformé les faits pour finalement livrer une présentation de la situation à l'avantage des protégés de Washington et Tel Aviv qui ne correspond pas à la réalité.

Comment l'AFP s'y est-elle pris pour embrouiller les lecteurs? C'est très simple.

Elle affirme que "la rage des manifestants" serait tournée "contre les partis politiques au Kurdistan irakien", dont le parti Goran, alors que ce parti a demandé le dimanche 22 octobre au président du Kurdistan, Massoud Barzani, de dissoudre le gouvernement et de former (...) un gouvernement de salut national, (et) appelé Barzani à démissionner de son poste en même temps que son vice-président Kosrat Rassoul. (reseauinternational.net 23.10.2017), et c'est ce même parti qui a appelé les fonctionnaires le 18 novembre contre le gouvernement régional du Kurdistan.

On retiendra que l'AFP est une officine de faussaires, d'escrocs qui alimente tous les médias pour le compte de l'oligarchie.

Donc, quand l'AFP affirme qu'un parti manifeste pour une cause, il peut très bien en réalité manifester pour une cause opposée.

Quand l'AFP présente ou caractérise un parti ou n'importe quelle personne sur le plan politique, il arrive parfois ou souvent que cette présentation soit frauduleuse ou que le parti ou la personne en question appartienne en fait au camp opposé.

L'AFP n'informe pas, elle est le relais de la propagande officielle et rien de plus.

- La rage des manifestants demeure intacte au Kurdistan irakien AFP

La rage des manifestants contre les partis politiques au Kurdistan irakien, accusés de corruption et d'impéritie, était mercredi toujours aussi vive en dépit du déploiement massif de forces de sécurité.

Dans la province de Souleimaniyeh (nord-est), des protestataires ont mis le feu aux sièges de Goran et de deux formations plus modestes, le Parti social-démocrate et le Parti communiste du Kurdistan, dans la localité de Rania, sans que les gardes n'interviennent.

Depuis le début des émeutes lundi, une vingtaine de sièges de partis politiques et une mairie ont été incendiés, les manifestants accusant le gouvernement de corruption et appelant à sa chute.

Ces protestations ont entraîné une crise institutionnelle: le parti Goran (10 ministres) et celui du Groupe islamique (deux ministres) ont annoncé leur retrait du gouvernement régional autonome de Nechervan Barzani, qui compte 21 membres.

La région autonome, qui affichait il y a encore peu sa fierté pour sa richesse et sa stabilité pendant que le reste de l'Irak semblait dans le chaos, se trouve aujourd'hui dans une crise profonde.

Le référendum d'indépendance du 25 septembre initié par l'ex-président Massoud Barzani, mais rejeté avec force par le pouvoir central à Bagdad et la communauté internationale, s'est terminé en fiasco malgré la massive victoire du oui.

Après son pari raté, Massoud Barzani a quitté la présidence du Kurdistan et le Parlement kurde a effectué une répartition provisoire des pouvoirs, dans l'attente d'une élection présidentielle dont la date n'est toujours pas connue.

"Il y a chez les gens un sentiment de trahison, de défaite et d'humiliation et ils en rendent responsables les partis", a assuré à l'AFP le géographe Cyril Roussel, spécialiste du Kurdistan

irakien. "Les caisses de la région sont vides et Bagdad attend la banqueroute pour entamer des négociations en position de force".

Le mécontentement est partout au Kurdistan mais la région d'Erbil est "tenue d'une main de fer par le PDK (le Parti démocratique du Kurdistan de Massoud et Nechervan Barzani) alors que la diversité (politique) est plus grande dans la région de Souleimaniyeh", a expliqué M. Roussel.

Le Premier ministre irakien Haider al-Abadi a affirmé que son gouvernement ne pouvait pas payer le salaire des fonctionnaires au Kurdistan à "cause de la corruption qui y règne".

De son côté, Nechervan Barzani, en visite en Allemagne, avait reconnu mardi que le Kurdistan "traversait une période difficile". "Vos frustrations sont compréhensibles et je les entends. Mais la violence est inacceptable", a-t-il dit. AFP 21 décembre 2017

- Manifestation au Kurdistan contre les Barzani - Réseau Voltaire

A l'appel du parti Goran, plusieurs milliers de fonctionnaires ont manifesté, le 18 décembre 2017, à Souleimaniye, la seconde ville du Kurdistan irakien, pour demander la démission du gouvernement régional.

Les manifestants, mettant directement en cause l'autorité des Barzani, arboraient des pancartes dénonçant « 26 ans de vols et de mauvaises décisions ». Des éléments incontrôlés ont mit le feu aux permanences du parti des Barzani (sunnites), le PDK, ainsi qu'à celle du parti allié des Talabani (chiites), le PUK.

Depuis la reprise par les soldats irakiens de la ville arabe de Kirkuk, occupée illégalement par le gouvernement régional du Kurdistan et colonisée, et la démission du président hors mandat Massoud Barzani, la population se rebelle contre sa famille. Réseau Voltaire 19 décembre 2017 (www.voltairenet.org/article199088.html)

Ils osent tout.

- Syrie: un bébé devenu borgne après un raid, symbole sur le net - AFP

La photo d'un bébé syrien devenu borgne après un raid du régime est au centre d'une campagne de solidarité virale sur les réseaux sociaux AFP

- Le Venezuela meurt de faim - LePoint.fr

Une enquête de 5 mois du « New York Times » révèle que les pénuries alimentaires sont à l'origine de cas de malnutrition et de décès. LePoint.fr

- L'UE déclenche une procédure de sanction inédite contre la Pologne - Franceinfo

Bruxelles s'oppose aux réformes judiciaires controversées menées par Varsovie. Franceinfo

- «On peut faire le parallèle avec la politique de Poutine» - Liberation.fr

Le numéro 2 du principal journal d'opposition polonais, Jaroslaw Kurski, raconte «l'étouffement démocratique» que connaît son pays. Liberation.fr

- Le président tchétchène placé sur liste noire par le Trésor américain - Reuters

Question obsolète, c'est déjà fait depuis Maïdan.

- L'Europe va-t-elle vendre son âme aux bruns autrichiens ? - Liberation.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Honduras

Grille de lecture du coup d'Etat électoral.

En 2013, le Tribunal suprême électoral (TSE) a commencé à afficher les résultats des élections alors que seulement 24 % des bulletins de vote avaient été dépouillés et donnaient une avance de 5% au candidat-président, Juan Orlando Hernandez, mis en place par l'impérialisme américain lors du coup d'Etat de 2009.

En 2017, bien que 40 % des bulletins de vote aient été dépouillés, le TSE a refusé de publier les résultats des élections, parce que le candidat de l'opposition, Salvador Nasralla, devançait largement le dictateur Hernandez, de combien on l'ignore, en revanche ce qu'on sait c'est que lorsque 57,2 % des bulletins furent dépouillés cette avance était encore de 5%.

Puis le serveur du TSE tomba en panne. Et lorsqu'il fut de nouveau en service, le décompte des voix repris et les résultats proclamés quelques jours plus tard donnèrent l'avantage à Hernandez.

- Présidentielle au Honduras: l'opposition manifeste - AFP

De nouvelles manifestations de l'opposition avaient lieu mercredi au Honduras pour protester contre la réélection du président de droite Juan Orlando Hernandez, alors que les Etats-Unis ont estimé ne voir "rien" qui permettrait de remettre en cause le résultat officiel mais contesté du scrutin.

"A ce stade, nous n'avons rien vu, dans les rapports des deux missions d'observation" de l'Organisation des Etats américains et de l'Union européenne, "qui remette en cause le résultat final publié par le Tribunal suprême électoral (TSE)", a affirmé à des journalistes un haut responsable du département d'Etat américain.

Côté américain, le responsable a expliqué que "le TSE a(avait) travaillé pour obtenir ce qu'il pense être un résultat définitif et complet". "Il y a maintenant une période de cinq jours jusqu'à vendredi" au cours de laquelle "l'opposition peut présenter des informations supplémentaires et contester le résultat": "nous attendons de voir si c'est le cas", a-t-il ajouté.

Selon ce responsable, les Etats-Unis ont rencontré toutes les parties, au Honduras ou à Washington, où Salvador Nasralla a été reçu en début de semaine au département d'Etat. "Il n'avait pas de nouvelle fraude ou preuve à nous présenter", a-t-il assuré.

L'opposant, qui avait dit en avoir présenté les "preuves" lors de ses rencontres à Washington, était attendu de retour au Honduras mercredi. AFP 21 décembre 2017

- Source : Rick Sterling, Consortium News, le 4 décembre 2017

En 2009, la secrétaire d'État Hillary Clinton a justifié un coup d'État au Honduras pour mettre fin à un éventuel second mandat d'un président progressiste, mais les États-Unis maintenant ne font rien, alors qu'un président de droite vole un second mandat, affirme Rick Sterling.

Ironiquement, malgré la justification du renversement de Zelaya – parce qu'il envisageait apparemment de briguer un second mandat au mépris de la Constitution – la voie de la réélection de Hernandez a été déblayée par une décision contentieuse du tribunal en 2016.

Quelques jours avant la récente élection au Honduras, The Economist a publié un article à grand succès intitulé « Le Parti au pouvoir hondurien planifie-t-il de truquer les élections ? », dans lequel il rapporte : « The Economist a obtenu un enregistrement qui, s'il est authentifié, laisse entendre que le parti au pouvoir a l'intention de fausser les résultats des élections à venir ». L'enregistrement de deux heures vient d'une session de formation du Parti National. Il détaille cinq tactiques utilisées pour influencer les résultats des élections (dont) : endommager la feuille de comptage qui favorise l'adversaire pour qu'elle ne puisse pas être transmise électroniquement au siège des élections – et expédier les feuilles de pointage en faveur de leur parti.

Aux élections de 2013, le TSE a commencé à afficher les résultats des élections à 18h13 alors que seulement 24 % du total des votes avaient été obtenus. Ces résultats ont donné au candidat du Parti national Juan Orlando Hernandez une avance de 5 points de pourcentage.

Pour cette élection, le TSE a agi différemment. À 19h55, Matamoros, le président de TSE, tweetait « Nous avons reçu 40 % des résultats », mais ils ne les ont pas publiés. Ils ont retardé l'affichage des données jusqu'à minuit. Ils ont ensuite déclaré qu'avec 57,2 % du total des voix exprimées, les résultats étaient :

– Salvador Nasralla (Coalition de l'opposition contre la dictature) avec 855 847 voix = 45,17 % du total.

– Juan Orlando Hernandez (Parti national) avec 761 892 voix = 40,22 %.

– Luis Zelaya (Parti libéral, aucun lien avec Manuel Zelaya évincé) avec 260 994 voix = 13,77 % du total.

– Plusieurs autres candidats avaient moins de 1 %.

Avant les élections, le TSE prévoyait de publier les résultats de 70 % des électeurs le soir du scrutin, soulevant la question de savoir si le TSE retenait davantage de résultats.

La procédure électorale en vigueur au Honduras consiste à dépouiller et compiler les bulletins de vote en papier dans chacun des bureaux de vote du pays. La feuille de comptage (« acta ») est signée par les représentants de chaque parti, puis scannée et transmise par voie électronique au siège social du TSE où elle est ajoutée aux totaux nationaux et publiée.

Après l'affichage des résultats montrant le candidat de l'opposition avec une avance significative, vers minuit le jour du scrutin, le TSE a changé la procédure et a cessé d'afficher les résultats pendant les 36 heures suivantes. Le président de TSE Matamoros a arbitrairement changé les procédures.

L'explication a été donnée par Matamoros à 13h39 le 27 novembre : « Aujourd'hui, nous allons commencer à ouvrir les urnes qui viennent de partout dans le pays pour comprendre les bulletins et les résultats ». Cinq minutes plus tard, à 13h44, il a ajouté : « Nous ne pouvons pas donner de résultats tant que toutes les feuilles de pointage manquantes ne sont pas arrivées. »

La situation a été contestée par l'observateur électoral espagnol Ramon Jauregui qui a noté : « Il n'y a aucune raison technique qui explique ce retard, car les comptages rendus depuis les 18 000 bureaux de vote ont été transmis électroniquement à @tsehonduras le jour de l'élection. »

Le TSE a faussement signalé le nombre de feuilles de pointage manquantes.

À 13h56, Matamoros a annoncé que le TSE avait reçu 13 000 du total, mais qu'il lui manquait encore 6000 feuilles de comptage (« actas »). « Nous avons reçu 13 000 comptages de partout au pays... il nous en manque 6 000 ». Avec un total de 18 100 comptages, le nombre réel de données manquantes aurait dû être d'environ 5 100.

À 16h17, le nombre de feuilles de comptage manquantes a mystérieusement augmenté de 25 % pour atteindre 7 500. Matamoros du TSE a annoncé qu'il nous manquait 7500 actas.

Alors que Matamoros publiait des informations contradictoires sur le nombre « d'actas » manquantes, un autre fonctionnaire électoral disait quelque chose de très différent. Ainsi que que rapporté dans l'article de Reuters :

« L'officier électoral Marcos Ramiro Lobo a déclaré à Reuters lundi après-midi que Nasralla menait avec une marge de cinq points, sur environ 70 % des bulletins comptés. Lobo a déclaré que Nasralla semblait certain de gagner, signalant que les experts du corps électoral considéraient son avance comme irréversible. »

Le candidat du Parti libéral à la troisième place a également reconnu Nasralla comme le gagnant et a exhorté le chef du Parti national à concéder la défaite.

Vers midi, le 28 novembre, le TSE a repris la publication des résultats des élections après l'interruption de 36 heures. Les nouvelles données ont montré que l'avance de Nasralla déclinait régulièrement et que le candidat du Parti National et l'actuel Président Juan Orlando Hernandez prenait de l'avance. Le Centre de recherche sur l'économie et les politiques a analysé les données et déterminé que le brusque revirement des résultats électoraux était « presque impossible ».

Le TSE a annoncé les résultats montrant Juan Orlando Hernandez remportant les élections.

Le Honduras est important pour la politique étrangère des États-Unis et la Maison-Blanche suit de près les événements. À la mi-novembre, le magazine Foreign Policy a publié un article intitulé « Les États-Unis ont beaucoup de choses à dire sur l'élection au Honduras ». L'article dit que « perdre Hernandez serait un véritable revers. »

Rick Sterling est journaliste d'investigation et observateur officiel des élections au Honduras en 2013. les-crisis.fr 18.12